

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 mars 2013 relatif au subventionnement d'hôtels pour jeunes, de centres de séjour pour jeunes, de structures d'appui et de l'asbl « Algemene Dienst voor Jeugdtoerisme » (Service général pour le Tourisme des Jeunes) ;

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 mai 2014 relatif aux parcours de formation de cadres visés à l'article 17/1 du décret du 20 janvier 2012 relatif à une politique rénovée des droits de l'enfant et de la jeunesse.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse et des Médias.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 avril 2020 instaurant certaines mesures temporaires dans les domaines politiques de la jeunesse et des médias dans le cadre de l'urgence civile en matière de santé publique en raison du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2021, est inséré un article 1/2, rédigé comme suit :

« Art. 1/2. Lors du contrôle des rapports d'activités, visés aux articles 10 et 18 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 mars 2013 relatif au subventionnement d'hôtels pour jeunes, de centres de séjour pour jeunes, de structures d'appui et de l'asbl « Algemene Dienst voor Jeugdtoerisme », les conditions suivantes sont considérées comme remplies pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 :

1° réaliser au moins mille nuitées pour les jeunes, telles que visées à l'article 12, alinéa 1^{er}, 5°, du décret du 6 juillet 2012 portant subventionnement d'hôtels pour jeunes, de centres de séjour pour jeunes, de structures d'appui et de l'asbl « Algemene Dienst voor Jeugdtoerisme » ;

2° pour les centres de type C ou les hôtels pour jeunes :

a) être ouverts au moins deux cents jours par an, dont quatre-vingts jours de vacances, tels que visés à l'article 12, alinéa 2, 1°, du décret précité ;

b) réaliser au moins deux mille nuitées pour jeunes par an, telles que visées à l'article 12, alinéa 2, 2°, du décret précité ;

c) s'il s'agit d'un centre de séjour pour jeunes, recevoir par an au moins dix associations de jeunes, telles que visées à l'article 12, alinéa 2, 3°, du décret précité. ».

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2021, la date « 31 décembre 2021 » est chaque fois remplacée par la date « 31 décembre 2022 ».

Art. 3. L'article 1^{er} produit ses effets à partir de la date de signature du présent arrêté.

L'article 2 produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 4. Le ministre flamand compétent pour la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} avril 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse et des Médias,

B. DALLE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/40592]

17 MARS 2022. — Décret portant protection du patrimoine culturel mobilier

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Chapitre 1^{er}. — *définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par:

1° «bien culturel mobilier»: tout bien meuble, situé de manière licite et durable en Communauté française, et appartenant à l'une des catégories reprises à l'annexe 1, sous A, du règlement (CE) n°116/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels;

2° «en Communauté française»: en région de langue française ou dans une institution établie en région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de ses activités, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

3° «hors de la Communauté française»: toute localisation autre que celle visée sous 2°;

4° «trésor»: tout bien culturel mobilier classé en vertu de l'article 3;

5° «bien d'intérêt patrimonial»: tout bien culturel mobilier inscrit en vertu de l'article 9;

6° «patrimoine religieux»: les biens culturels mobiliers possédés ou détenus par une personne morale de droit public chargée de la gestion du temporel d'un culte reconnu;

7° «Commission»: la Commission des Patrimoines culturels visée aux articles 82 à 84 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle;

8° «conservation préventive»: toute mesure prise dans le but de prévenir, d'éviter ou de retarder la dégradation d'un bien ou d'un ensemble de biens;

9° «conservation curative»: toute mesure prise dans le but de stabiliser l'état d'un bien en cours de dégradation;

10° «restauration»: ensemble des actions effectuées directement sur un bien endommagé ou détérioré afin d'en rétablir l'intégrité;

11° «transformation»: ensemble des actions effectuées directement sur un bien et qui sont susceptibles d'en modifier l'état.

Pour l'application du présent décret, les personnes qui sont titulaires à l'égard d'un bien culturel mobilier d'un droit réel autre que le droit de propriété sont assimilées à des propriétaires.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, à l'exception de la délivrance des autorisations d'exportation visées à l'article 20, alinéa 1^{er}, 1°, le Gouvernement peut, après avis de la Commission, déroger aux conditions d'ancienneté prévues à l'annexe 1, sous A, du règlement (CE) n°116/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels.

Par dérogation à l'article 1^{er}, 1°, et sans que l'avis de la Commission mentionné à l'alinéa 1^{er} du présent article ne soit requis, le Gouvernement peut exercer le droit de préemption prévu à l'article 18 à l'égard d'archives de moins de 50 ans.

Chapitre 2. — des mesures de protection

Section 1^{ère}. — du classement au titre de trésor

Art. 3. Le Gouvernement procède, en vue de leur protection, au classement des biens culturels mobiliers qui présentent un intérêt exceptionnel pour la Communauté française en raison de leur valeur artistique, historique, archéologique, ethnologique ou scientifique.

Les biens classés en vertu du présent article ont la qualité de «trésor national» au sens de l'article 36 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 4. Pour pouvoir être classé, un bien doit remplir au moins deux des critères suivants:

- 1° l'état de conservation remarquable;
- 2° la rareté;
- 3° le lien que présente le bien avec l'Histoire ou l'Histoire de l'Art;
- 4° la grande qualité de conception et d'exécution;
- 5° la reconnaissance du bien par une communauté en tant qu'expression de son identité historique ou culturelle;
- 6° l'intérêt de l'ensemble ou de la collection dont le bien fait partie.

Art. 5. Un bien classé au titre de trésor ne peut être déplacé, transformé ou détruit, ni faire l'objet d'une restauration ou d'un traitement de conservation, sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

Le Gouvernement soumet la délivrance de l'autorisation au respect de certaines conditions. Ces conditions portent notamment, selon les cas, sur:

- 1° la durée du déplacement;
- 2° les conditions de transport, en ce compris le conditionnement du bien;
- 3° les assurances à souscrire pendant le déplacement;
- 4° les conditions de conservation sur le lieu temporaire d'exposition;
- 5° les qualifications professionnelles de la personne chargée de travailler sur le bien;
- 6° les mesures à prendre pour documenter le bien avant sa destruction.

Art. 6. Le Gouvernement exerce un contrôle sur l'état et les conditions de conservation des biens classés au titre de trésor, selon les modalités qu'il arrête. Ce contrôle porte notamment sur la température et l'humidité ambiante, l'exposition à la lumière, les dispositifs de sécurité destinés à prévenir les dégâts ou le vol, le stockage, le conditionnement et les modalités d'exposition, de déplacement ou d'utilisation du bien.

À cet effet, le Gouvernement peut imposer des mesures de conservation particulières et organiser des visites sur place, moyennant avertissement préalable du propriétaire et le cas échéant du détenteur.

Art. 7. Si un trésor perd l'intérêt exceptionnel ayant justifié son classement, le Gouvernement peut, après avis de la Commission:

- 1° soit déclasser le bien et l'inscrire sur la liste des biens d'intérêt patrimonial, si celui-ci répond aux conditions de l'article 9;
- 2° soit procéder au déclassement pur et simple si le bien ne présente plus d'intérêt.

Toute décision de déclassement intervient selon la même procédure qu'une décision de classement.

Art. 8. § 1^{er}. Tout bien qui fait l'objet d'une procédure de classement bénéficie des mesures de protection visées aux articles 5, 6 et 19 dès l'entame de la procédure.

§ 2. En cas d'urgence incompatible avec les délais d'entame d'une procédure de classement, le Gouvernement peut décider d'appliquer au bien qu'il désigne les mesures de protection visées aux articles 5, 6 et 19.

Dans cette hypothèse, le Gouvernement saisit immédiatement la Commission et entame la procédure de classement.

§ 3. — Les mesures de protection visées aux paragraphes 1 et 2 cessent leurs effets si la procédure n'aboutit pas à un classement.

Section 2. — de la liste des biens d'intérêt patrimonial

Art. 9. Le Gouvernement inscrit sur une liste les biens culturels mobiliers qui ne répondent pas aux conditions de classement mais qui présentent tout de même un intérêt remarquable pour la Communauté française en raison de leur valeur artistique, historique, archéologique, ethnologique ou scientifique.

Pour pouvoir être inscrit, un bien doit remplir au moins un des critères suivants mentionnés à l'article 4.

Art. 10. Le propriétaire ou le détenteur d'un bien inscrit sur la liste visée à l'article 9 est tenu d'avertir les services du Gouvernement de toute modification apportée à la situation juridique du bien, à sa localisation ou à son état de conservation, ainsi que de son éventuelle disparition.

Art. 11. Si un bien culturel mobilier perd l'intérêt remarquable ayant justifié son inscription, le Gouvernement peut, après avis de la Commission, procéder à sa radiation.

Toute décision de radiation intervient selon la même procédure qu'une décision d'inscription.

Section 3 – du patrimoine religieux

Art. 12. Les personnes morales de droit public chargées de la gestion du temporel d'un culte reconnu sont tenues de déclarer auprès des services du Gouvernement les biens culturels mobiliers qu'elles possèdent ou détiennent.

Art. 13. Le Gouvernement définit les modalités d'établissement, de mise à jour et de transmission de la déclaration visée à l'article 12.

Section 4. — de la publicité et de l'opposabilité des mesures de protection

Art. 14. Les décisions de classement et d'inscription sur la liste des biens d'intérêt patrimonial prennent effet à compter de leur notification à leurs destinataires.

Elles font, en outre, l'objet d'une mention publiée au *Moniteur belge*. Cette publication constitue à l'égard des tiers la preuve officielle de l'existence d'une mesure de protection et vise à:

- 1° contribuer à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels;
- 2° assurer la sécurité juridique des transactions sur le marché de l'art.

La publication ne contient aucune information relative au propriétaire ou détenteur du bien.

Art. 15. Le propriétaire d'un bien classé au titre de trésor ou inscrit sur la liste des biens d'intérêt patrimonial est tenu d'informer préalablement tout candidat acquéreur de l'existence de la mesure de protection et des conséquences qui en découlent.

Les mesures de protection prévues par le présent décret sont, en toute hypothèse, opposable au nouvel acquéreur et aux éventuels détenteurs du bien.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement établit et tient à jour un inventaire:

- 1° des biens classés au titre de trésor;
- 2° des biens inscrits sur la liste des biens d'intérêt patrimonial;
- 3° et des biens appartenant au patrimoine religieux qui lui ont été déclarés.

Il peut collaborer à cet effet avec tout organisme public ou privé pouvant contribuer à cet inventaire.

§ 2. L'inventaire vise à permettre au Gouvernement et à ses services:

- 1° d'exercer les missions confiées par le présent décret;
- 2° de transmettre, en cas de besoin, des informations fiables aux autorités publiques chargées de lutter contre le trafic illicite de biens culturels.

§ 3. Le Gouvernement met à disposition du public et publie sur le site internet de ses services les éléments suivants de l'inventaire:

- 1° l'intitulé du bien;
- 2° la datation du bien;
- 3° une courte description du bien;
- 4° une illustration du bien, moyennant respect des droits de propriété intellectuelle en vigueur;
- 5° la localisation du bien, moyennant l'accord du propriétaire et le cas échéant du détenteur;
- 6° la mesure de protection en vigueur, la date à laquelle elle a été décidée et la date à laquelle elle a été publiée au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les éléments de l'inventaire mentionnés à l'alinéa 1^{er} qui se rapportent à un bien appartenant au patrimoine religieux ne sont publiés que si le bien fait l'objet d'un classement ou d'une inscription.

La communication au public des éléments de l'inventaire mentionnés à l'alinéa 1^{er} vise à:

- 1° contribuer au droit à l'épanouissement culturel, en informant le public de l'existence des biens culturels protégés situés en Communauté française;
- 2° assurer la sécurité juridique des transactions sur le marché de l'art, en informant les acquéreurs potentiels de l'existence d'une mesure de protection.

Chapitre 3. — des subventions

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions qu'il arrête, des subventions visant à assurer la conservation ou la restauration des biens culturels mobiliers:

- 1° classés au titre de trésors, conformément à l'article 3;
- 2° inscrits sur la liste des biens d'intérêt patrimonial, conformément à l'article 9.
- 3° Appartenant au patrimoine religieux.

En cas d'insuffisance des crédits, ceux-ci sont utilisés en priorité pour subventionner les biens visés sous le 1°, et ensuite les biens sous 2°.

§ 2. L'intervention de la Communauté française dans les coûts supportés par le bénéficiaire est comprise:

- 1° entre 20 et 75% pour les mesures de conservation curative ou de restauration;
- 2° entre 20 et 60% pour les mesures de conservation préventive, en ce compris le conditionnement du bien;
- 3° entre 20 et 60% pour les analyses et examens scientifiques nécessaires à la conservation ou à la restauration du bien.

L'opportunité de l'octroi de la subvention et la détermination de son montant sont appréciées suivant:

- 1° la mesure de protection applicable;
- 2° le type de mesure, d'analyse ou d'examen envisagé;

- 3° l'octroi éventuel d'une précédente subvention pour le même bien;
- 4° les capacités financières du demandeur;
- 5° si la mesure, l'analyse ou l'examen envisagé est déjà couvert par des subventions structurelles ou ponctuelles octroyées par la Communauté française ou une autre autorité publique;
- 6° si le bien est ou sera exposé au public.

§ 3. Le Gouvernement peut conditionner l'octroi de la subvention au maintien du bien concerné en Communauté française pendant la durée qu'il fixe.

§ 4. Aucune subvention ne peut être accordée en cas de non-respect des conditions de conservation imposées par le Gouvernement en vertu de l'article 6.

§ 5. Les restaurations et les traitements de conservation subventionnés en vertu du présent article ne peuvent être réalisés que par des personnes disposant des qualifications professionnelles définies par le Gouvernement.

Chapitre 4. — *du droit de préemption*

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à exercer un droit de préemption au prix de la dernière offre lors de:

- 1° toute vente publique d'un bien classé au titre de trésor ou inscrit sur la liste des biens d'intérêt patrimonial;
- 2° toute vente publique d'un bien culturel mobilier non visé sous 1°:

- a) qui est organisée dans une maison de vente située en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- b) qui concerne un bien qui était, avant son arrivée dans la maison de vente, situé de manière licite et durable en Communauté française;
- c) et pour laquelle le Gouvernement a notifié à la maison de vente son intérêt pour le bien.

Le Gouvernement est également habilité à exercer un droit de préemption au prix convenu entre le vendeur et l'acquéreur potentiel, lors de la vente de gré à gré d'un bien classé au titre de trésor ou inscrit sur la liste des biens d'intérêt patrimonial.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, les biens appartenant au domaine public ou privé de l'État, d'une région ou d'une communauté ne peuvent pas faire l'objet d'un droit de préemption.

§ 2. Le droit de préemption visé au paragraphe 1^{er} peut également être exercé pour le compte:

- 1° de tout musée reconnu par la Communauté française;
- 2° de tout centre d'archives privées reconnu par la Communauté française;
- 3° de tout opérateur d'appui muséal bénéficiant d'une aide quadriennale au fonctionnement;
- 4° de toute fondation reconnue d'utilité publique:
- a) établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- b) et ayant la conservation et la valorisation du patrimoine culturel dans son objet social.

Les biens acquis par préemption pour le compte des organismes visés à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être revendus sans autorisation préalable du Gouvernement.

§ 3. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la maison de vente est tenue d'informer les services du gouvernement au moins trente jours avant la tenue des enchères.

Art. 19. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 18, le bien ne peut être vendu sans que le Gouvernement n'ait été mis en mesure d'exercer son droit de préemption.

À cet effet, le vendeur ou son mandataire établit l'acte de vente sous la condition suspensive de non-exercice du droit de préemption, et notifie au Gouvernement, par envoi recommandé, une copie de l'acte accompagnée de l'identité de l'acheteur. Cette notification vaut offre de vente.

§ 2. Le Gouvernement dispose d'un délai de soixante jours à compter de la notification visée au § 1^{er} pour accepter l'offre.

Si le Gouvernement ne réagit pas dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le bien concerné ne peut être vendu à un prix inférieur ou à des conditions plus favorables sans que le Gouvernement n'ait à nouveau été mis en mesure d'exercer son droit de préemption.

Si, à l'issue d'une période d'un an à compter de la notification visée au § 1^{er}, le bien n'est toujours pas vendu, le vendeur ne peut remettre le bien en vente sans que le Gouvernement n'ait à nouveau été mis en mesure d'exercer son droit de préemption.

§ 3. Lorsqu'un bien culturel mobilier est vendu en méconnaissance du présent article, le Gouvernement peut exiger que la Communauté française ou l'organisme pour le compte duquel elle agit soit subrogé à l'acquéreur.

En cas de subrogation, le Gouvernement ou l'organisme pour le compte duquel il agit rembourse à l'acquéreur le prix d'achat payé par lui, sans être tenu à son égard d'autres obligations ou indemnités.

L'action en subrogation visée à l'alinéa 1^{er} se prescrit par dix ans à compter du moment où le Gouvernement a connaissance de l'existence de la vente.

Chapitre 5. — *de la circulation des biens culturels mobiliers*

Art. 20. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à délivrer, selon la procédure qu'il arrête:

- 1° les autorisations d'exportation prévues par le règlement (CE) n°116/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels;
- 2° un certificat, dont la durée de validité est fixée par le Gouvernement, établissant qu'un bien culturel mobilier déterminé ne fait pas l'objet de mesures de protection par la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement peut prévoir que la délivrance des documents visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, est subordonnée au paiement par le demandeur d'une redevance.

Art. 21. Le déplacement définitif d'un bien classé au titre de trésor hors de la Communauté française est interdit.

Art. 22. Par dérogation à l'article 5, le Gouvernement peut autoriser les biens classés qu'il désigne à être déplacés à plusieurs reprises pendant la durée qu'il fixe sans qu'une demande d'autorisation ne doive être introduite pour chaque déplacement.

Chapitre 6. — *des sanctions*

Art. 23. § 1^{er}. Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque:

1° exécute un acte visé à l'article 5 sans autorisation préalable, ou en méconnaissance des conditions de l'autorisation;

2° omet d'avertir le Gouvernement dans les cas visés aux articles 10, 12 et 19;

3° ne respecte pas les prescriptions de conservation édictées en vertu de l'article 6.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 200 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque gêne ou entrave intentionnellement les officiers et agents visés à l'article 27 dans l'exécution de leurs missions, sans préjudice des peines prévues aux articles 271 à 274 du Code pénal.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est puni d'une peine d'emprisonnement de quatre mois à cinq ans et d'une amende de 300 à 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque procède, fait procéder ou collabore, en violation du présent décret, au déplacement hors de la Communauté française d'un trésor.

Les peines visées à l'alinéa 1^{er} sont doublées si l'infraction est commise par une personne qui, du chef de sa profession ou de son activité:

1° exerce habituellement des actes de commerce relatifs à des biens culturels mobiliers, ou

2° agit habituellement en qualité d'intermédiaire lors des opérations visées sous 1°, ou

3° exerce habituellement une profession liée à la gestion ou la conservation de biens culturels mobiliers.

Art. 24. §1^{er}. Les trésors qui sont déplacés ou exportés en violation du présent décret peuvent faire l'objet d'une saisie conservatoire par le Gouvernement.

Au sens de la présente disposition, la tentative de déplacement ou d'exportation est assimilée au déplacement ou à l'exportation.

§ 2. En cas de violation grave ou répétée du présent décret, le juge compétent peut, à la demande du Gouvernement, ordonner la confiscation de ce bien au profit de la Communauté française.

Art. 25. Est puni d'une peine d'emprisonnement de quatre mois à cinq ans et d'une amende de 26 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement:

1° les personnes qui, lors de la demande d'octroi d'une autorisation d'exportation visée à l'article 20, 1° du présent décret, font sciemment des déclarations incorrectes ou incomplètes ou fournissent des informations incorrectes ou incomplètes;

2° les personnes qui sortent ou font sortir un bien culturel mobilier de la Communauté française hors de l'Union européenne sans l'autorisation d'exportation visée à l'article 20, 1° du présent décret.

Chapitre 7. — *de la procédure*

Art. 26. Le Gouvernement arrête les procédures de mise en application du présent décret dans le respect des principes suivants:

1° les procédures de classement au titre de trésor ou d'inscription sur la liste des biens d'intérêt patrimonial peuvent être entamées par le Gouvernement:

a) d'initiative;

b) sur proposition de la Commission;

c) à la demande du propriétaire;

d) à la demande de la commune sur le territoire de laquelle le bien est situé;

e) à la demande de cinq cents signataires domiciliés en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° la Commission remet un avis sur toute procédure de classement au titre de trésor ou d'inscription sur la liste des biens d'intérêt patrimonial, sans préjudice de la possibilité pour le Gouvernement de prendre seul des mesures conservatoires;

3° la Commission remet un avis sur toute demande de déplacement, de transformation, de destruction ou d'aliénation introduite en application de l'article 5, ainsi que sur toute demande de subvention introduite en application de l'article 17 sans préjudice de la possibilité pour le Gouvernement de prendre seul des décisions nécessitées par l'urgence;

4° le propriétaire d'un bien visé par une procédure de classement au titre de trésor ou d'inscription sur la liste des biens d'intérêt patrimonial, ainsi que le détenteur de ce bien, ont la possibilité de faire valoir leurs observations pendant un délai d'au moins soixante jours, sans préjudice de la possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures conservatoires sans attendre lesdites observations;

5° le Gouvernement se prononce dans les six mois de l'expiration du délai de soixante jours visé sous 4°; à défaut, il est réputé refuser le classement au titre de trésor ou l'inscription sur la liste des biens d'intérêt patrimonial.

Chapitre 8. — *dispositions finales*

Art. 27. Sans préjudice des compétences de la police judiciaire, les agents contractuels ou statutaires désignés par le Gouvernement sont chargés de contrôler le respect des dispositions prises par ou en vertu du présent décret, et ont qualité pour rechercher et constater par procès-verbal les infractions à ces mêmes dispositions.

Pour l'application du présent décret, ces agents sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire.

Art. 28. Les articles 1^{er}, § 1^{er}, a) à d), et §§ 2 et 3, 2, 4 à 25 et 33, 35 et 36 du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française sont abrogés, ainsi que l'annexe du même décret.

Dans l'intitulé du décret visé à l'alinéa premier, les mots «aux biens culturels mobiliers et» sont supprimés.

Les biens classés au titre de trésor en vertu du décret visé à l'alinéa 1^{er} disposent de la qualité de trésor au sens du présent décret.

Les procédures de classement entamées en vertu du décret visé à l'alinéa 1^{er} se poursuivent conformément à ce que prévoit ce dernier.

Art. 29. Au point 70° de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'intitulé du fonds, les mots «biens mobiliers, publics ou privés, classés» sont remplacés par les mots «biens culturels mobiliers, publics ou privés»;

2° dans le cadre décrivant la nature des recettes affectées, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

«Les redevances payées en vue de la délivrance d'une autorisation d'exportation ou d'un certificat de non-protection d'un bien culturel mobilier.».

3° dans le cadre décrivant la nature des dépenses autorisées, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit:

«Acquisition, en vue de leur protection, de biens culturels mobiliers.».

Art. 30. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mars 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias
et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 341-1. — Rapport de commission, n° 341-2. — Amendement(s) en séance, n° 341-3. — Texte adopté en séance plénière, n° 341-4

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 16 mars 2022.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40592]

17 MAART 2022. — Decreet betreffende de bescherming van het roerend cultureel erfgoed

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Hoofdstuk 1. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "roerende cultuurgoederen": alle roerende goederen die zich rechtmatig en permanent in de Franse Gemeenschap bevinden en die behoren tot een van de categorieën vermeld in bijlage 1, onder A, van de Verordening (EG) nr. 116/2009 van de Raad van 18 december 2008 betreffende de uitvoer van cultuurgoederen;

2° "in de Franse Gemeenschap": in het Franse taalgebied of in een instelling gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die omwille van haar activiteiten moet worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap.

3° "buiten de Franse Gemeenschap": elke andere plaats dan die bedoeld in 2°;

4° "schat": elk roerend cultuurgoed dat overeenkomstig artikel 3 is ingedeeld;

5° "goederen die van belang zijn voor het erfgoed": alle roerende cultuurgoederen die overeenkomstig artikel 9 zijn geregistreerd;

6° "religieus erfgoed": roerend cultureel goed dat eigendom is van of in het bezit is van een publiekrechtelijke rechtspersoon die belast is met het beheer van het temporeel erfgoed van een erkende godsdienst;

7° "Commissie": de Commissie voor het Cultureel Erfgoed bedoeld in de artikelen 82 tot 84 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbestuur;

8° "preventieve bewaring ": elke maatregel die wordt genomen met het oog op het voorkomen, vermijden of vertragen van de aantasting van een onroerend goed of een groep van onroerende goederen;

9° "curatieve bewaring ": elke maatregel die wordt genomen met het oog op de stabilisering van de staat van een goed in staat van verval;

10° "restauratie": alle handelingen die rechtstreeks op een beschadigd of in verval geraakt onroerend goed worden uitgevoerd om de integriteit ervan te herstellen;

11° "transformatie": alle handelingen die rechtstreeks op een onroerend goed worden uitgevoerd en die de toestand ervan kunnen wijzigen.

Voor de toepassing van dit decreet worden personen die een ander zakelijk recht dan het eigendomsrecht op roerende cultuurgoederen hebben, met eigenaars gelijkgesteld.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, met uitzondering van de afgifte van de uitvoervergunningen bedoeld in artikel 20, eerste lid, 1°, kan de regering, na advies van de Commissie, afwijken van de anciënniteitsvoorwaarden bepaald in bijlage 1, onder A, van de Verordening (EG) nr. 116/2009 van de Raad van 18 december 2008 betreffende de uitvoer van cultuurgoederen.

In afwijking van artikel 1, 1°, en zonder het advies van de Commissie, bedoeld in het eerste lid van dit artikel, te vragen, kan de regering het in artikel 18 bedoelde recht van voorkoop uitoefenen ten aanzien van archieven die minder dan 50 jaar oud zijn.

Hoofdstuk 2. — Beschermende maatregelen

Afdeling 1. — Indeling als schat

Art. 3. De regering gaat, met het oog op hun bescherming, over tot de indeling van de roerende cultuurgoederen die wegens hun artistieke, historische, archeologische, etnologische of wetenschappelijke waarde van uitzonderlijk belang zijn voor de Franse Gemeenschap.

Goederen die overeenkomstig dit artikel worden gerubriceerd, hebben de status van "nationaal bezit" in de zin van artikel 36 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Art. 4. Om te worden ingedeeld, moet een onroerend goed aan minstens twee van de volgende criteria voldoen:

1° de opmerkelijke staat van instandhouding;

2° zeldzaamheid;

3° het verband tussen het goed en de geschiedenis of de kunstgeschiedenis;

4° de hoge kwaliteit van ontwerp en uitvoering;

5° de erkenning van het goed door een gemeenschap als uitdrukking van haar historische of culturele identiteit;

6° het belang van het geheel of de verzameling waarvan het goed deel uitmaakt.

Art. 5. Een voorwerp dat als schat is ingedeeld, mag niet worden verplaatst, veranderd of vernietigd, noch worden gerestaureerd of geconserveerd, zonder voorafgaande toestemming van de regering.

De regering stelt het verlenen van de vergunning afhankelijk van de inachtneming van bepaalde voorwaarden. Deze voorwaarden hebben, naargelang het geval, inzonderheid betrekking op:

1° de duur van de reis;

2° de voorwaarden van vervoer, met inbegrip van de verpakking van de goederen;

3° de tijdens de reis af te sluiten verzekering;

4° de conserveringsvoorwaarden op de plaats van de tijdelijke tentoonstelling;

5° de beroepskwalificaties van de persoon die verantwoordelijk is voor de werkzaamheden aan het onroerend goed;

6° de maatregelen die moeten worden getroffen om het goed te documenteren alvorens het wordt vernietigd.

Art. 6. De regering houdt toezicht op de staat en de voorwaarden van bewaring van voorwerpen die als schat zijn ingedeeld, volgens de procedures die zij vaststelt. Deze controle heeft inzonderheid betrekking op de temperatuur en de vochtigheidsgraad van de omgeving, de blootstelling aan licht, de veiligheidsvoorzieningen ter voorkoming van beschadiging of diefstal, de opslag, de verpakking en de wijze van vertoning, verplaatsing of gebruik van het voorwerp.

Daartoe kan de regering speciale instandhoudingsmaatregelen opleggen en bezoeken ter plaatse organiseren, met voorafgaande kennisgeving aan de eigenaar en, in voorkomend geval, de bezitter.

Art. 7. Indien een schat het uitzonderlijk belang verliest dat zijn klassering rechtvaardigde, kan de regering, na raadpleging van de Commissie:

1° ofwel het onroerend goed declassificeren en het opnemen in de lijst van goederen die van belang zijn voor het erfgoed, indien het voldoet aan de voorwaarden van artikel 9;

2° of overgaan tot volledige declassificatie als het eigendom niet langer van belang is.

Elke beslissing tot declassificatie volgt dezelfde procedure als een beslissing tot indeling (classificatie).

Art. 8. § 1. Elk goed dat het voorwerp van een indelingsprocedure uitmaakt, komt vanaf het begin van de procedure in aanmerking voor de in de artikelen 5, 6 en 19 bedoelde beschermende maatregelen.

§ 2. In geval van dringende noodzaak die onverenigbaar is met de termijnen voor het inleiden van een indelingsprocedure, kan de regering besluiten op de door haar aangewezen goederen de in de artikelen 5, 6 en 19 bedoelde beschermingsmaatregelen toe te passen.

In dat geval legt de regering de zaak onmiddellijk aan de Commissie voor en leidt zij de indelingsprocedure in.

§ 3 De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde beschermende maatregelen houden op van kracht te zijn indien de procedure niet tot indeling leidt.

Afdeling 2. — De lijst van goederen die van belang zijn voor het erfgoed

Art. 9. De regering neemt op een lijst roerende cultuurgoederen op die niet voldoen aan de voorwaarden voor indeling, maar die niettemin van buitengewoon belang zijn voor de Franse Gemeenschap wegens hun artistieke, historische, archeologische, etnologische of wetenschappelijke waarde.

Om voor opneming in de lijst in aanmerking te komen, moet een onroerend goed voldoen aan minstens één van de volgende in artikel 4 genoemde criteria.

Art. 10. De eigenaar of bezitter van een goed dat op de in artikel 9 bedoelde lijst is geplaatst, is verplicht de regeringsdiensten in kennis te stellen van elke wijziging in de rechtsstatus van het goed, de ligging of de staat van instandhouding ervan, alsmede van de eventuele verdwijning ervan.

Art. 11. Indien een roerend cultuurogoed het uitzonderlijk belang verliest dat de inschrijving ervan rechtvaardigde, kan de regering, na raadpleging van de Commissie, tot de schrapping ervan overgaan.

Voor elke beslissing tot verwijdering van de lijst wordt dezelfde procedure gevolgd als voor een beslissing tot inschrijving.

Afdeling 3. — Religieus erfgoed

Art. 12. Publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van de temporele goederen van een erkende godsdienst, zijn verplicht bij de regering aangifte te doen van de roerende cultuurogoederen waarvan zij eigenaar zijn of waarvan zij bezitter zijn.

Art. 13. De regering stelt de nadere regels vast voor de opstelling, bijwerking en toezending van de in artikel 12 bedoelde verklaring.

Afdeling 4. — Bekendheid en afdwingbaarheid van beschermende maatregelen

Art. 14. De beslissingen tot indeling en opneming op de lijst van de goederen die van belang zijn voor het erfgoed, worden van kracht op de datum van kennisgeving aan de bestemmingen ervan.

Ze worden ook bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Deze bekendmaking vormt voor derden het officiële bewijs van het bestaan van een beschermingsmaatregel en heeft tot doel:

- 1° bij te dragen tot de bestrijding van de illegale handel in cultuurogoederen;
- 2° de rechtszekerheid van de transacties op de kunstmarkt te verzekeren.

De bekendmaking bevat geen informatie over de eigenaar of bezitter van het eigendom.

Art. 15. De eigenaar van een onroerend goed dat als schat is ingedeeld of is opgenomen in de lijst van goederen die van belang zijn voor het erfgoed, is verplicht elke kandidaat-koper vooraf in te lichten over het bestaan van de beschermingsmaatregel en de gevolgen daarvan.

De beschermingsmaatregelen waarin dit decreet voorziet, zijn in elk geval uitvoerbaar tegenover de nieuwe koper en de eventuele bezitters van het onroerend goed.

Art. 16. § 1. De regering stelt een inventaris op, en houdt deze bij, van:

- 1° eigendom geklasseerd als schat;
- 2° de onroerende goederen die ingeschreven zijn op de lijst van goederen die van belang zijn voor het erfgoed;
- 3° en de goederen die tot het religieus erfgoed behoren en bij hem zijn aangegeven.

Daartoe kan zij samenwerken met elke openbare of particuliere instelling/instantie die tot deze inventaris kan bijdragen.

§2. De inventaris is bedoeld om de regering en haar diensten in staat te stellen

- 1° de opdrachten uit te voeren die ze bij dit decreet worden opgedragen;
- 2° indien nodig, betrouwbare informatie te verstrekken aan de overheidsinstanties die belast zijn met de bestrijding van de illegale handel in cultuurogoederen.

§ 3. De regering stelt de volgende elementen van de inventaris ter beschikking van het publiek en maakt ze op de website van haar diensten bekend:

- 1° de naam van het goed;
- 2° de datering van het goed;
- 3° een korte beschrijving van het goed;
- 4° een afbeelding van het goed, onder voorbehoud van de eerbiediging van de geldende intellectuele eigendomsrechten;
- 5° de ligging van het onroerend goed, met instemming van de eigenaar en, in voorkomend geval, de bezitter;
- 6° de van kracht zijnde beschermingsmaatregel, de datum waarop de beslissing is genomen en de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid worden de in lid 1 bedoelde elementen van de inventaris die betrekking hebben op een onroerend goed dat tot het religieus erfgoed behoort, alleen bekendgemaakt indien het goed ingedeeld of geregistreerd is.

Met de mededeling aan het publiek van de in lid 1 genoemde elementen van de inventaris wordt beoogd:

- 1° bij te dragen tot het recht op culturele ontplooiing, door het publiek te informeren over het bestaan van beschermde cultuurogoederen die zich in de Franse Gemeenschap bevinden;
- 2° de rechtszekerheid van de transacties op de kunstmarkt te verzekeren, door de potentiële kopers op de hoogte te brengen van het bestaan van een beschermingsmaatregel.

Hoofdstuk 3. — Subsidies

Art. 17. § 1. De regering kan subsidies verlenen voor het behoud of de restauratie van roerende cultuurogoederen onder de voorwaarden die zij bepaalt:

- 1° ingedeeld als schat, overeenkomstig artikel 3;
- 2° opgenomen in de lijst van goederen die van belang zijn voor het erfgoed, overeenkomstig artikel 9;
- 3° het behoren tot het religieus erfgoed.

In geval van een tekort aan kredieten worden deze bij voorrang aangewend voor de subsidiëring van de onder punt 1° bedoelde goederen, en vervolgens voor die van onder punt 2° bedoelde goederen.

§ 2. De tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de kosten gedragen door de begunstigde is inbegrepen:

- 1° tussen 20 en 75% voor curatieve instandhoudings- of restauratiemaatregelen;

2° tussen 20 en 60% voor preventieve instandhoudingsmaatregelen, met inbegrip van de conditionering van het onroerend goed;

3° tussen 20 en 60% voor de wetenschappelijke analyses en onderzoeken die noodzakelijk zijn voor de instandhouding of de restauratie van het onroerend goed.

De geschiktheid van de subsidie en de bepaling van het bedrag ervan worden als volgt beoordeeld:

1° de toepasselijke beschermingsmaatregel;

2° het type van maatregel, analyse of onderzoek dat wordt beoogd;

3° elke eerdere toekenning van subsidie voor hetzelfde goed;

4° de financiële draagkracht van de aanvrager;

5° of de overwogen maatregel, analyse of onderzoek reeds gedekt is door structurele of eenmalige subsidies die door de Franse Gemeenschap of een andere overheid worden toegekend;

6° of het goed aan het publiek is of zal worden tentoongesteld.

§ 3. De regering kan aan de toekenning van de subsidie de voorwaarde verbinden dat de betrokken goederen gedurende de door haar bepaalde periode in de Franse Gemeenschap behouden blijven.

§ 4. Geen subsidie kan worden verleend in geval van niet-naleving van de door de regering krachtens artikel 6 opgelegde bewaringsvoorwaarden.

§ 5. De restauraties en bewaringsbehandelingen die op grond van dit artikel worden gesubsidieerd, mogen alleen worden uitgevoerd door personen met de door de regering vastgestelde beroepskwalificaties.

Hoofdstuk 4. — *Recht op voorkoop*

Art. 18. § 1. De regering heeft het recht een recht op voorkoop uit te oefenen tegenover de prijs van het laatste bod in het geval van:

1° elke openbare verkoop van een goed dat als schat is ingedeeld of is opgenomen in de lijst van goederen van erfgoedbelang;

2° elke openbare verkoop van roerende cultuurgooederen die niet onder punt 1° vallen:

(a) die wordt georganiseerd in een verkoophuis dat in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is gelegen;

(b) die betrekking heeft op een goed dat zich vóór zijn aankomst in het veilinghuis wettig en duurzaam in de Franse Gemeenschap bevond;

(c) waarvoor de regering het veilinghuis in kennis heeft gesteld van haar belangstelling voor het goed.

De regering is ook gemachtigd een recht van voorkoop uit te oefenen tegen de tussen de verkoper en de potentiële koper overeengekomen prijs, in geval van onderhandse verkoop van een goed dat als schat is ingedeeld of is opgenomen in de lijst van goederen van erfgoedbelang.

In afwijking van de leden 1 en 2 kunnen goederen die tot het openbare of particuliere gebied van de Staat, een gewest of een gemeenschap behoren, niet worden onderworpen aan een recht van voorkoop.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde recht van voorkoop kan ook worden uitgeoefend voor rekening van:

1° elk museum dat door de Franse Gemeenschap is erkend;

2° elk particulier archiefcentrum dat door de Franse Gemeenschap is erkend;

3° elke museumondersteuner die vierjaarlijkse exploitatiesteun geniet;

4° elke stichting die erkend is als stichting van openbaar nut:

a) gevestigd in het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

b) en met als een van haar doelstellingen de bewaring en de opwaardering van het cultureel erfgoed.

Onroerende goederen die met voorkooprecht zijn verkregen voor rekening van de in lid 1 bedoelde instellingen, mogen niet worden doorverkocht zonder voorafgaande toestemming van de regering.

§ 3. In het in de eerste paragraaf, eerste lid, 1°, bedoelde geval is de veilingmeester verplicht de overheidsdiensten minstens dertig dagen voordat de veiling plaatsvindt, daarvan in kennis te stellen.

Art. 19. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 18 mag het goed niet worden verkocht zonder dat de regering in de gelegenheid is gesteld haar recht van voorkoop uit te oefenen.

Daartoe maakt de verkoper of zijn gemachtigde de koopakte op onder de opschortende voorwaarde van niet-uitoefening van het recht van voorkoop en geeft hij aan de regering bij aangetekende brief kennis van een afschrift van de akte, samen met de identiteit van de koper. Deze kennisgeving staat gelijk met een verkoopaanbod.

§ 2. De regering beschikt over een termijn van zestig dagen, te rekenen vanaf de in § 1 bedoelde kennisgeving, om het aanbod te aanvaarden.

Indien de regering niet binnen de in lid 1 bedoelde termijn reageert, kan het betrokken goed niet tegen een lagere prijs of op gunstiger voorwaarden worden verkocht zonder dat de regering opnieuw in de gelegenheid is gesteld haar recht van voorkoop uit te oefenen.

Indien na verloop van een termijn van een jaar, te rekenen vanaf de in § 1 bedoelde kennisgeving, het goed nog steeds niet is verkocht, kan de verkoper het goed niet opnieuw te koop aanbieden zonder de regering opnieuw in de gelegenheid te hebben gesteld haar recht van voorkoop uit te oefenen.

§ 3. In geval van verkoop van roerende cultuurgooederen met miskenning van dit artikel, kan de regering de subrogatie van de Franse Gemeenschap of van de instelling in naam waarvan zij optreedt, ten opzichte van de koper vorderen.

In geval van subrogatie vergoedt de regering of de instantie in naam waarvan zij optreedt, de koper de door hem betaalde koopprijs, zonder jegens hem tot enige andere verplichting of schadevergoeding gehouden te zijn.

De in lid 1 bedoelde vordering tot subrogatie verjaart tien jaar na het tijdstip waarop de regering van het bestaan van de verkoop kennis heeft gekregen.

Hoofdstuk 5. — *Verkeer van roerende cultuurgoederen*

Art. 20. § 1. De regering is bevoegd om volgens de door haar te bepalen procedure de volgende documenten af te geven:

1° de uitvoervergunningen bedoeld in Verordening (EG) nr. 116/2009 van de Raad van 18 december 2008 betreffende de uitvoer van cultuurgoederen;

2° een attest, waarvan de geldigheidsduur wordt bepaald door de regering, waarin wordt vastgesteld dat een bepaald roerend cultuurgoed niet onderworpen is aan beschermingsmaatregelen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De regering kan bepalen dat de afgifte van de in de eerste paragraaf, eerste lid, 2°, bedoelde documenten afhankelijk is van de betaling van een vergoeding door de aanvrager.

Art. 21. De definitieve verwijdering van een ingedeelde schat uit de Franse Gemeenschap is verboden.

Art. 22. In afwijking van artikel 5 kan de regering toestaan dat de door haar aangewezen ingedeelde goederen binnen een door haar te bepalen termijn verscheidene malen worden verplaatst zonder dat voor elke verplaatsing een machtigingsaanvraag moet worden ingediend.

Hoofdstuk 6. — *Straffen*

Art. 23. § 1. Eenieder wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 100 tot 100.000 euro, of met slechts één van deze straffen:

1° bij een in artikel 5 bedoelde handeling verricht zonder voorafgaande vergunning, of in strijd met de voorwaarden van de vergunning;

2° als hij nalaat de regering in kennis te stellen in de gevallen bedoeld in de artikelen 10, 12 en 19;

3° als hij niet voldoet aan de in artikel 6 vastgestelde eisen inzake bewaring.

Eenieder die opzettelijk de in artikel 27 bedoelde ambtenaren en personeelsleden hindert of belemmert bij de uitoefening van hun opdracht, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een geldboete van 26 tot 200 euro, of met slechts één van deze straffen, onverminderd de straffen bepaald in de artikelen 271 tot en met 274 van het strafwetboek.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt eenieder die, in strijd met dit decreet, handelt, doet handelen of medewerkt aan de onttrekking van een schat aan de Franse Gemeenschap, gestraft met een gevangenisstraf van vier maanden tot vijf jaar en een geldboete van 300 tot 100.000 euro of met één van deze straffen.

De in lid 1 bedoelde straffen worden verdubbeld indien het strafbare feit is gepleegd door een persoon die uit hoofde van zijn beroep of activiteit

1° zich gewoonlijk bezighoudt met commerciële activiteiten die betrekking hebben op roerende culturele goederen, of

2° gewoonlijk als tussenpersoon optreedt bij de in 1° bedoelde verrichtingen, of

3° een beroep uitoefent dat gewoonlijk verband houdt met het beheer of de bewaring van roerende culturele goederen.

Art. 24. §1. Schatten die in strijd met dit decreet worden vervoerd of uitgevoerd, kunnen het voorwerp uitmaken van conservatoire inbeslagname door de regering.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt een poging tot verwijdering of uitvoer geacht verwijdering of uitvoer te zijn.

§ 2. In geval van ernstige of herhaalde overtreding van dit decreet, kan de bevoegde rechter, op verzoek van de regering, de verbeurdverklaring van deze goederen bevelen ten gunste van de Franse Gemeenschap.

Art. 25. Worden gestraft met een gevangenisstraf van vier maanden tot vijf jaar en een geldboete van 26 tot 50.000 euro, of met slechts één van deze straffen:

1° personen die bij het aanvragen van een uitvoervergunning als bedoeld in artikel 20, 1° van dit decreet, opzettelijk onjuiste of onvolledige aangiften doen of onjuiste of onvolledige informatie verstrekken;

2° de personen die een roerend cultuurgoed uit de Franse Gemeenschap buiten de Europese Unie brengen of laten brengen zonder de uitvoervergunning bedoeld in artikel 20, 1° van dit decreet.

Hoofdstuk 7. — *Procedure*

Art. 26. De regering stelt de wijze van uitvoering van dit decreet vast overeenkomstig de volgende beginselen:

1° de procedures voor de indeling als schat of voor de plaatsing op de lijst van goederen van belang voor het erfgoed kunnen door de regering worden ingesteld:

a) op eigen initiatief;

b) op voorstel van de Commissie;

c) op verzoek van de eigenaar;

d) op verzoek van de gemeente op het grondgebied waarvan het onroerend goed is gelegen;

e) op verzoek van vijfhonderd ondertekenaars die woonachtig zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de Commissie brengt advies uit over elke procedure voor de indeling als schat of inschrijving op de lijst van goederen die van belang zijn voor het erfgoed, zonder afbreuk te doen aan de mogelijkheid voor de regering om alleen beschermende maatregelen te nemen;

3° de Commissie brengt advies uit over elke aanvraag tot verplaatsing, omvorming, vernietiging of vervreemding ingediend met toepassing van artikel 5, alsook over elke aanvraag tot subsidie ingediend met toepassing van artikel 17, onverminderd de mogelijkheid voor de regering om op eigen initiatief beslissingen te nemen die in een noodsituatie noodzakelijk zijn;

4° de eigenaar van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een procedure tot aanwijzing als schat of tot opneming op de lijst van goederen van erfgoedbelang, alsook de bezitter van het goed, worden in de gelegenheid gesteld om binnen een termijn van minstens zestig dagen hun opmerkingen kenbaar te maken, onverminderd de mogelijkheid voor de regering om conservatoire maatregelen te nemen zonder die opmerkingen af te wachten;

5° de regering beslist binnen zes maanden na het verstrijken van de termijn van zestig dagen bedoeld in 4°; bij gebreke daarvan wordt zij geacht de indeling als schat of de opnemings op de lijst van de goederen van erfgoedbelang te hebben geweigerd.

Hoofdstuk 8.— Slotbepalingen

Art. 27. Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke politie, zijn de door de regering aangestelde contractuele of wettelijke ambtenaren belast met het toezicht op de naleving van de bij of krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen en zijn zij bevoegd om inbreuken op deze bepalingen op te sporen en vast te stellen.

Voor de toepassing van dit decreet hebben deze ambtenaren de hoedanigheid van officieren van de gerechtelijke politie.

Art. 28. Artikel 1, § 1, a) tot d), en §§ 2 en 3, 2, 4 tot 25 en 33, 35 en 36 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap worden opgeheven, evenals de bijlage bij datzelfde decreet.

In het opschrift van het in het eerste lid genoemde decreet worden de woorden "de roerende cultuurgoederen en" geschrapt.

Goederen die krachtens het in het eerste lid bedoelde decreet als schat zijn ingedeeld, hebben de status van schat in de zin van dit decreet.

De indelingsprocedures die zijn ingeleid krachtens het in lid 1 bedoelde decreet, worden voortgezet overeenkomstig de bepalingen van dat decreet.

Art. 29. In punt 70° van de bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het opschrift van het fonds worden de woorden "ingedeelde roerende, openbare of particuliere goederen" vervangen door de woorden "roerende, openbare of particuliere cultuurgoederen";

2° in het vak dat de aard van de bestemmingsontvangsten omschrijft, wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt: "Vergoedingen betaald voor de afgifte van een uitvoervergunning of een certificaat van non-bescherming van een roerend cultuurgoed.";

3° in het vak dat de aard van de toegestane uitgaven omschrijft, wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Verwerving, met het oog op hun bescherming, van roerende culturele goederen".

Art. 30. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 maart 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles *Enseignement*,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 341-1 - Verslag van de commissie, nr. 341-2. — Amendement(en) in de vergadering, nr. 341-3. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 341-4
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 16 maart 2022

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/201252]

28. OKTOBER 2021 — **Erlass der Regierung über eine Entschädigung für Heimarbeit im Rahmen der Corona-Krise**

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 68, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, und 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 51, abgeändert durch die Gesetze vom 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014, und 54 Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 102 § 1 Absatz 1;